

Gauche : pourquoi elle est perdue, et depuis longtemps

La gauche va mal, bien mal : son plus grand parti, le PS, voit nombre de ses dirigeants aller à la soupe gouvernementale, à droite toute, pendant que les autres se déchirent en public. Le PC, qui dans le passé a eu une image de parti efficace, réellement du côté du peuple, est tombé à 2% aux élections présidentielles de 2007.

« *Rénover* », « *refonder* », chaque fois que ces partis essuient un échec, c'est le même discours qui ressort. Mais avec le recul, on voit que ces partis ont toujours été dans la même direction : toujours moins contestataires et s'éloignant des classes populaires, tout en continuant à prétendre les représenter et les défendre.

Le parti socialiste est celui qui, arrivé au gouvernement, a mené en France la réforme de la mondialisation capitaliste : privatisation des grandes entreprises, circulation grandement facilitée pour les gros capitaux. Et le parti communiste, s'il a renâclé, est resté et reste son allié. Le résultat est qu'aujourd'hui, les générations plus jeunes refusent jusqu'à l'idée même de parti.

Le problème est d'abord celui des bases politiques de cette gauche. Etre de gauche, est-ce seulement vouloir des « progrès sociaux », fragiles améliorations dans l'océan des injustices ? Ou est-ce, tout en luttant au jour le jour, afficher fièrement la dénonciation globale de ce monde, et l'idéal d'en construire un autre sur de nouvelles bases.

Est-ce être de gauche que d'accepter, comme le font le PC et le PS, une société profondément inégale, avec des classes sociales à des années-lumière les unes des autres ? Etre de gauche, n'est-ce pas plutôt préparer l'idée d'une autre société, où les hommes n'auraient plus à devoir vivre en subissant la domination des uns, ni à jouer les dominateurs sur d'autres.

Est-ce être de gauche que de dire à l'ouvrier français, comme l'a fait le parti communiste, qu'il ne peut que défendre son entreprise, donc son patron ? Etre de gauche, n'est-ce pas plutôt dire que les ouvriers de chaque pays sont les otages de leur patronat, que les ouvriers de tous

les pays ont un intérêt commun. Et que, unis sur le plan international, ils seraient une force considérable.

Est-ce être de gauche que de passer sa vie à dénoncer les divers effets d'un système (écologie, place des femmes, etc), sans regarder en face la cause commune ? Ne se retrouve-t-on pas ainsi à jouer à l'échelle de l'histoire le rôle de gouttes d'huile, une huile qui aura aidé les rouages du système à tourner.

Le problème, c'est qu'un grand nombre d'ouvriers, d'intellectuels, d'employés, ont fait depuis longtemps le choix de ces idées, parce qu'elles sont moins radicales, et d'apparence plus responsable. Et que c'est eux qui sont aux commandes, au PC ou au PS, et pas ceux qui sont sincèrement acquis à l'idée qu'il faut changer le monde.

Pourquoi une grande partie de la population a-t-elle voulu croire à ce réformisme ? Parce que le système, dans les années 1950, 1960, lui a apporté un certain progrès matériel. Mais cette amélioration était limitée à une minorité de pays riches ; elle a été une parenthèse dans l'histoire du capitalisme, parce qu'il avait alors un sérieux concurrent, l'URSS. Bien que n'étant en réalité ni socialiste ni communiste, celle-ci faisait un bond en avant, justement sur le plan du progrès social.

La parenthèse est refermée et le progrès social s'est arrêté. La question posée dans un pays comme la France est celle-ci : la population qui vit encore de manière à peu près correcte, sera-t-elle capable de voir la réalité au-delà de ses propres conditions de vie ? Ou faudra-t-il que des explosions sociales viennent des millions de nouveaux prolétaires, de France et d'ailleurs ? Car ce monde ne peut rester éternellement malade.

11/11/2007

L'Ouvrier n° 186

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX